

Art. 4. La commission consultative vétérinaire a dans ses attributions :

le développement et l'orientation des activités des centres provinciaux de dépistage;
l'analyse et l'appréciation du travail fourni par les centres provinciaux de dépistage.

La commission peut également être invitée à donner son avis sur toutes les questions que le Ministre juge devoir lui soumettre.

Art. 5. La commission se réunit au moins deux fois par an sur convocation du président.

Art. 6. Le mandat de chaque membre de la commission consultative vétérinaire a une durée de trois ans et est renouvelable.

Bruxelles, le 10 décembre 1971.

CH. MEGER

Art. 4. De veterinaire consultatieve commissie heeft in haar bevoegdheid :

de ontwikkeling en de oriëntering van de activiteiten van de provinciale opsporingscentra;
de ontfeding en de beoordeling van het werk geleverd door de provinciale opsporingscentra.

De commissie kan er eveneens toe uitgenodigd worden haar advies uit te brengen omtrent al de kwestie die de Minister oordeelt haar te moeten voorleggen.

Art. 5. De commissie vergadert ten minste tweemaal per jaar op een bijeenroeping van de voorzitter.

Art. 6. Het mandaat van elk lid van de veterinaire consultatieve commissie duurt drie jaar en kan hernieuwd worden.

Brussel, 10 december 1971.

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

24 AVRIL 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 13 avril 1965 instaurant des conditions d'exercice de la profession d'entrepreneur tailleur de pierres dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, notamment l'article 10, § 2 (1);

Vu l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 (2);

Vu l'arrêté royal du 13 avril 1965 instaurant des conditions d'exercice de la profession d'entrepreneur tailleur de pierres dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie (3);

Vu la consultation de la Fédération belge des Maîtres Tailleurs de pierres effectuée le 9 décembre 1971;

Vu la consultation du Conseil supérieur des Classes moyennes, effectuée le 16 décembre 1971;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'intitulé de l'arrêté royal du 13 avril 1965, instaurant des conditions d'exercice de la profession d'entrepreneur tailleur de pierres dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté royal instaurant des conditions d'exercice de l'activité professionnelle d'entrepreneur tailleur de pierres dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat. »

Art. 2. L'article 1er du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1er. L'activité professionnelle d'entrepreneur tailleur de pierres ne peut être exercée à titre principal ou accessoire dans une petite ou moyenne entreprise du commerce ou de l'artisanat, que pour autant que soient réalisées les conditions prescrites par le présent arrêté. »

(1) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(2) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(3) *Moniteur belge* du 29 mai 1965.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

24 APRIL 1972. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 april 1965 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van aannemer-steenhouwer in de ambachts- de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen

BOEDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet,

Gelet op de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, inzonderheid op artikel 10, § 2 (1);

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 (2);

Gelet op het koninklijk besluit van 13 april 1965 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van aannemer-steenhouwer in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen (3);

Gelet op de raadpleging van de Belgische Bond der Meester-steenhouwers, die plaatsvond op 9 december 1971;

Gelet op de raadpleging van de Hoge Raad voor de Middenstand die plaatsvond op 16 december 1971;

Gelet op de wet van 23 december 1946 tot instelling van een Raad van State, inzonderheid op artikel 2, lid 2;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en Middenstand en van Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het opschrift van het koninklijk besluit van 13 april 1965 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van aannemer-steenhouwer in de ambachts- de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen wordt door het volgende opschrift vervangen :

« Koninklijk besluit tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van de beroepswerkzaamheid van aannemer-steenhouwer in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen. »

Art. 2. Artikel 1 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De beroepswerkzaamheid van aannemer-steenhouwer als hoofd- of bijberoep mag slechts worden uitgeoefend in een kleine of middelgrote handels- of ambachtsonderneming voor zover is voldaan aan de in dit besluit bepaalde eisen. »

(1) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971.

(3) *Belgisch Staatsblad* van 29 mei 1965.

Art. 3. L'article 4 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. L'attestation prévue à l'article 5 de la loi du 15 décembre 1970 ne peut être délivrée à une personne désireuse d'exercer l'activité professionnelle d'entrepreneur tailleur de pierres que pour autant qu'il soit prouvé, dans les conditions prévues au même article, que sont réunies toutes les connaissances énumérées ci-après :

» 1° les connaissances de gestion prévues à l'article 8 de l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970;

» 2° les connaissances professionnelles suivantes :

» A. Connaissances théoriques :

» 1. Lecture des plans cotés. Réalisation de croquis à main levée et dessins aux instruments. Réalisation de gabarits à l'échelle 1/1. Réalisation de vues en perspective cavalière de pierres telles que : soubassement, claveau et pierre moulurée reprofilée; réalisation éventuelle de maquettes; notions élémentaires de coupe de pierres (stéréotomie) en application directe d'éléments de géométrie descriptive, jusqu'à inclusivement l'intersection des plans. Dessin artistique : réalisation de projets d'appareillage de façades et de monuments. Description des tailles.

» 2. Calcul des prix de revient et des prix de vente de pierres de bâtiment, de monuments funéraires et publics.

» Vérification du résultat.

» Indices de comparaison des prix.

» 3. Connaissance des matières premières.

» Dénominations, provenances, propriétés, classification, défauts et usages des pierres naturelles employées dans le métier : petit granit, calcaire de Tournai, calcaire de l'Entre-Sambre et Meuse, les pierres blanches les plus courantes, les grès et les granits.

» Mesures commerciales du petit granit (épaisseur).

» Définitions, propriétés et usages de matériaux accessoires : ciment, plâtre, poussière de pierre, sable, chaux, colle, mastic et métaux non ferreux pour accrochage.

» B. Connaissances pratiques :

» Réceptionner, manipuler et entreposer les pierres.

» Tailler à la main : à la pointe, au demi-ciseau, à la boucharde, au ciseau.

» Déterminer l'emplacement de la face vue. Travaux au flexible : moulage, trouçonnage et finition des pierres (seuils : unis, revalés et moulurés).

» Le tracé sur la tranche en vue du débitage.

» Tous les travaux de débitage, de la taille à la main et à la machine. Les toilettes à la main et à la machine, telles que la cissure, le gradiné, le strié et le croqueté. Marquage, stockage, chargement, transport, déchargement, entreposage, pose (mortiers, scellement et accrochage), jointoyage et nettoyage des pierres.

» Exécution des travaux aux formes compliquées, exécution de lettres, de gravures et de petits ornements.

» C. Connaissances juridiques :

» Notions élémentaires de droit social concernant les contrats d'emploi, de travail et d'apprentissage, la protection et la sécurité sociale des travailleurs. »

Art. 4. Les articles 5 et 6 du même arrêté royal sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 5. § 1er. Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 8, § 1er de la loi du 15 décembre 1970, doivent être considérés comme apportant la preuve des connaissances de gestion, les porteurs d'un des titres énumérés à l'article 6, a, de la même loi ou à l'article 32 de l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de cette loi.

» § 2. Sans préjudice des mêmes dispositions, doivent être considérés comme apportant la preuve des connaissances professionnelles, les porteurs d'un des titres suivants :

» 1° un diplôme ou un certificat de fin d'études d'une école ou d'un cours technique du niveau secondaire inférieur correspondant à la profession envisagée;

» 2° un brevet ou un certificat de fin d'études d'une école ou d'un cours professionnel du niveau secondaire inférieur correspondant à la profession envisagée;

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. Het getuigschrift bedoeld bij artikel 5 van de wet van 15 december 1970 mag aan een persoon die de beroepswerkzaamheid van aannemer-steenhouwer wenst uit te oefenen, slechts worden uitgereikt voor zover onder de bij hetzelfde artikel bepaalde voorwaarden bewezen wordt dat aan al de hierna opgesomde kennis werd voldaan :

» 1° de kennis van bedrijfsbeheer bedoeld bij artikel 8 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970;

» 2° de volgende beroepskennis :

» A. Theoretische kennis :

» 1. Lezen van plans op schaal. Maken van schetsen, met de vrije hand en van tekeningen met behulp van tekengerief. Waken van sjablonen op schaal 1/1. Maken van profieltekeningen in evenwijdig perspectief van stenen, zoals : dorpels met afschot, welksteen en stenen met lijstwerk onder nieuw profiel gebracht; eventueel maken van maquettes, grondbegrippen over steensdoorsneden (stereotomie) bij rechtstreeks toepassing van begrippen van beschrijvende meetkunde, tot en met de snijvlakken. Stereotomie; maken van ontwerpen voor steenverbanden van gevels en gedenktekens. Beschrijving van de slagen.

» 2. Berekenen van kost- en verkoopprijzen van stenen voor gebouwen, grafzerken en openbare gedenktekens.

» Nacalculatie.

» Vergelijkende prijsindexcijfers.

» 3. Kennis van grondstoffen.

» Benaming, herkomst, eigenschappen, classificatie, gebreken en aanwending van in het beroep gebruikte natuursteen : hardsteen, Doornikse kalksteen, kalksteen van de streek tussen Sambre en Maas, de meest voorkomende witte steensoorten, grès en graniet.

» Handelsmaten van hardsteen (dikte).

» Definities, eigenschappen en aanwending van hulpmaterialen : cement, gips, steengruis, zand, kalk, lijm, mastic en non-ferrometalen voor verankering.

» B. Praktische kennis :

» Keuren, manipuleren en opslaan van stenen.

» Steenhouwen met de hand : met het spitsijzer, de smalle beitel, de bouchardhamer, de beitel.

» Bepalen van het dagvlak. Werken met stangkoppeling : afslijpen, dwars doorzagen en afwerking van de stenen (dorpels : effen, met afschot, met lijstwerk).

» Afschrijven van werkstukken vóór het zagen.

» Alle zaag- en houwwerk met de hand en machinaal.

» Het afwerken van de steen met de hand en machinaal, zoals het frijnen, graderen, het schareren, het spitsen. Merken, stapelen, laden, vervoeren, lossen, opslaan, plaatsen (mortel, inmetelen en verankeren), voegen en reinigen van stenen.

» uitvoeren van werken met ingewikkelde vormen, uitvoeren van letters, gravures en kleine versieringen.

» C. Rechtskennis :

» Eenvoudige begrippen van sociaal recht in verband met de arbeidsovereenkomst voor bedienden en voor arbeiders, de leerovereenkomst, de bescherming en de sociale zekerheid van de werknemers. »

Art. 4. De artikelen 5 en 6 van hetzelfde koninklijk besluit worden vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 5. § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 8, § 1, van de wet van 15 december 1970, moeten worden geacht het bewijs van de kennis van het bedrijfsbeheer te leveren, de houders van een van de akten opgesomd in artikel 6, a, van dezelfde wet of in artikel 32 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van die wet.

» § 2. Onverminderd dezelfde bepalingen, moeten worden geacht het bewijs van de beroepskennis te leveren, de houders van een van de volgende akten :

» 1° een diploma of eindgetuigschrift van een technische school of leergang van het lager secundair niveau dat beantwoordt aan het beoogde beroep;

» 2° een brevet of eindgetuigschrift van een beroepsschool of -leergang van het lager secundair niveau dat beantwoordt aan het beoogde beroep;

» 3° un diplôme ou un certificat de fin d'études d'une école ou d'un cours technique de sculpture ou de gravure sur pierre du niveau secondaire inférieur;

» 4° un brevet ou un certificat de fin d'études d'une école ou d'un cours professionnel de sculpture ou de gravure sur pierre du niveau secondaire inférieur;

» 5° un diplôme ou un certificat de fin d'études d'une école ou d'un cours technique de sculpture ou de gravure du niveau secondaire supérieur;

» 6° un brevet ou un certificat de fin d'études d'une école ou d'un cours professionnel de sculpture ou de gravure du niveau secondaire supérieur;

» 7° un certificat de qualification correspondant à la profession envisagée et visé par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant les Classes moyennes dans ses attributions;

» 8° un certificat attestant la réussite d'une épreuve portant sur les connaissances professionnelles énumérées à l'article 4, 2° du présent arrêté, devant un jury central dont les membres sont nommés par le Ministre ou le Secrétaire d'Etat ayant les Classes moyennes dans ses attributions.

» Ces titres ne seront toutefois pris en considération que pour autant que leur porteur ait effectué un apprentissage pratique de trois années dans une section d'école technique ou professionnelle ou dans un cours technique ou professionnel correspondant à la profession de tailleur de pierres ou à celle de graveur ou sculpteur sur pierre l'année d'apprentissage ne sera prise en considération que si elle comporte un minimum de deux cents heures de pratique effective.

» L'apprentissage pourra également être accompli auprès d'un patron établi dans la profession ou dans une carrière ou une entreprise qui dispose pour les besoins de sa propre production d'un département dans lequel est effectué le façonnage de pierre naturelle au sens du présent arrêté.

» La durée de l'apprentissage requis est réduite à deux ans pour les porteurs d'un diplôme, brevet ou certificat de fin d'études du niveau secondaire supérieur et à un an pour les porteurs d'un diplôme d'un niveau supérieur à condition que ces titres se rapportent à la profession envisagée, à celle de graveur ou de sculpteur, ou pour autant qu'ils mentionnent un cours se rapportant à la stéréotomie.

» La preuve de cet apprentissage sera fournie par un certificat délivré par la section d'école technique ou professionnelle, par le cours technique ou professionnel, ou par les chefs de l'entreprise dans laquelle il a été effectué. La signature du chef d'entreprise sera légalisée par le bourgmestre de la commune où l'apprentissage a été suivi.

» A défaut de pouvoir produire ce certificat, la preuve de la réalité de l'apprentissage pourra être apportée par tout autre moyen de droit.

» § 3. Doivent aussi être considérés comme apportant la preuve des connaissances de gestion ceux qui prouvent une pratique commerciale ou artisanale exercée selon les modalités et dans les conditions fixées à l'article 6, b ou c de la loi du 15 décembre 1970 et aux articles 34, 35 ou 36 de l'arrêté royal du 25 février 1971.

» § 4. Doivent aussi être considérés comme apportant la preuve de connaissances professionnelles, ceux qui prouvent avoir, pendant cinq ans au moins au cours des dix années précédant la demande d'attestation :

» a) soit pratiqué en qualité de chef d'entreprise une ou plusieurs activités envisagées à l'article 2 du présent arrêté, ou assuré, sans être engagé dans les liens d'un contrat de louage de services, la gestion journalière d'une entreprise ou d'un établissement où s'exerçaient ces activités;

» b) soit participé à l'exercice d'une ou de plusieurs des mêmes activités en qualité d'employé dans une fonction dirigeante, d'aidant d'un chef d'entreprise ou d'ouvrier ayant appartenu pendant deux ans au moins à la catégorie des ouvriers qualifiés telle qu'elle est fixée dans les conventions collectives de travail en matière de calcul des salaires conventionnels conclues en Commission nationale paritaire de la construction et rendues obligatoires par arrêté royal.

» Les chefs d'entreprise ne peuvent se prévaloir de cette disposition que pour autant qu'ils aient été immatriculés au registre du commerce pendant toute la période prévue à l'alinéa 1er, du présent paragraphe.

» 3° een diploma of eindgetuigschrift van een technische school of leergang voor steenbeeldhouwwerk of steengravure van het lager secundair niveau;

» 4° een brevet of eindgetuigschrift van een beroepsschool of leergang voor steenbeeldhouwwerk of steengravure van het lager secundair niveau;

» 5° een diploma of eindgetuigschrift van een technische school of leergang voor beeldhouwwerk of voor gravure van het hoger secundair niveau;

» 6° een brevet of eindgetuigschrift van een beroepsschool of leergang voor beeldhouwwerk of voor gravure van het hoger secundair niveau;

» 7° een getuigschrift van geschooldheid voor het bedoelde beroep en geviséerd door de Minister of de Staatssecretaris die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft;

» 8° een getuigschrift waaruit het slagen blijkt voor een examen over de beroepskennis opgesomd in artikel 4, 2° van dit besluit, voor een centrale examencommissie waarvan de leden zijn benoemd door de Minister of de Staatssecretaris die de Middenstand onder zijn bevoegdheid heeft.

» Deze akten kunnen evenwel slechts in aanmerking genomen worden voor zover de houder ervan een praktische leertijd van drie jaar heeft doorgemaakt in een afdeling van een technische of beroepsschool of in een technische of beroepsleergang met betrekking tot het beroep van steenhouwer of het beroep van graveur op steen of steenbeeldhouwer; het leerjaar kan slechts in aanmerking genomen worden indien het tenminste tweehonderd uren werkelijke praktijk omvat.

» De leertijd kan eveneens worden doorgemaakt bij een in het beroep gevestigd patroon of in een steengroeve of een onderneming die voor de behoeften van haar eigen productie over een afdeling beschikt waarin de bewerking van natuurlijke steen, in de zin van dit besluit, wordt beoefend.

» De duur van de vereiste leertijd wordt teruggebracht tot twee jaar voor de houders van een diploma, brevet of eindgetuigschrift van het hoger secundair niveau en tot één jaar voor de houders van een diploma van een hoger niveau op voorwaarde dat deze akten betrekking hebben op het beoogde beroep, op het beroep van graveur of van beeldhouwer, dan wel dat zij een leergang vermelden met betrekking tot de stéréotomie.

» Het bewijs van deze leertijd moet geleverd worden door middel van een getuigschrift uitgereikt door de afdeling van de technische of beroepsschool of door de technische of beroepsleergang of door de hoofden van de onderneming waarin de leertijd is doorlopen. De handtekening van het ondernemingshoofd moet gelegaliseerd worden door de burgemeester van de gemeente waar de leertijd verricht werd.

» Indien het bedoelde getuigschrift niet kan worden voorgelegd, mag het bewijs dat de leertijd werkelijk werd doorgemaakt, worden geleverd door enig ander rechtsmiddel.

» § 3. Moeten eveneens geacht worden het bewijs van de kennis van het bedrijfsbeheer te leveren zij die blijf geven van een handels- of ambachtspraktijk beoefend naar de modaliteiten en in de voorwaarden bepaald bij het artikel 6, b of c, van de wet van 15 december 1970 en bij de artikelen 34, 35 of 36 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971.

» § 4. Moeten eveneens geacht worden het bewijs van de beroepskennis te leveren zij die bewijzen gedurende ten minste vijf jaar in de loop van de tien jaren die hun aanvraag om getuigschrift voorafgaan :

» a) hetzij als ondernemingshoofd te hebben uitgeoefend één of meerdere werkzaamheden, beoogd in artikel 2 van dit besluit of zonder door een arbeidsovereenkomst te zijn gebonden het dagelijks beheer te hebben waargenomen van een onderneming of een inrichting waar die werkzaamheden werden uitgeoefend;

» b) hetzij aan de uitoefening van één of meerdere van dezelfde werkzaamheden te hebben deelgenomen als bediende in een leidende functie, als helper van een ondernemingshoofd of als werkmans die gedurende twee jaar tenminste behoorde tot de categorie van geschoolde werklieden zoals die vastgelegd is, op het vlak van het berekenen van de regelingslonen, bij de collectieve arbeidsovereenkomsten in het Nationaal Paritair Comité voor het bouwbedrijf gesloten en algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

» De ondernemingshoofden kunnen op deze bepaling slechts aanspraak maken voor zover zij in het handelsregister waren ingeschreven gedurende gans de tijdruimte bepaald in lid 1 van deze paragraaf.

» Lorsqu'ils ont été immatriculés conformément aux lois sur le registre du commerce coordonnées par l'arrêté royal du 20 juillet 1964, l'immatriculation doit mentionner les rubriques correspondant à l'activité ou aux activités requises.

» Une activité ne peut en aucun cas être prise en considération lorsqu'elle est le fait d'une personne âgée de moins de dix-huit ans.

» La preuve de cette activité sera faite au moyen des documents prévus aux articles 34, § 2, 35, § 2 ou 36, § 2 de l'arrêté royal du 25 février 1971, pour autant que ceux-ci présentent la nature de de l'activité en question et, dans les cas prévus au littéra b) ci-dessus, les fonctions ou les catégories requises.

» A défaut de cette précision, la preuve complémentaire de la conformité de l'activité et, le cas échéant, de la fonction ou de la catégorie requise, pourra être apportée par tous moyens de droit, y compris les témoignages, pour autant que ceux-ci émanent d'un organisme public ou d'intérêt public ayant constaté le fait attesté antérieurement à la demande, dans l'exercice de sa mission propre, ou, le cas échéant, d'un employeur du demandeur. »

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Sans préjudice de la dispense prévue par l'article 19, § 3 de la loi du 15 décembre 1970, ne sont pas soumises aux conditions de connaissances imposées, les personnes physiques qui, du 19 juin 1961 au 19 juin 1964, ont participé d'une manière habituelle et sous l'autorité et la surveillance d'un tiers à l'une des activités décrites à l'article 2, § 1er du présent arrêté et qui le prouvent au moyen d'une attestation délivrée par l'administration communale, à la suite d'une demande introduite avant la date d'entrée en vigueur de la présente disposition. »

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 avril 1972.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

L. TENDEMANS

Le Secrétaire d'Etat

adjoint au Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

A. STEVERLYNCK

24 AVRIL 1972. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 19 mai 1966 instaurant des conditions d'exercice de la profession d'entrepreneur marbrier dans les entreprises de l'artisanat, du petit et du moyen commerce et de la petite industrie

BAUDOUIN, Roi des Belges;

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 décembre 1970 sur l'exercice des activités professionnelles dans les petites et moyennes entreprises du commerce et de l'artisanat, notamment l'article 19, § 2 (1);

Vu l'arrêté royal du 25 février 1971 fixant les mesures d'exécution de la loi du 15 décembre 1970 (2);

» Wanneer zij overeenkomstig de bij het koninklijk besluit van 20 juli 1964 gecoördineerde wetten betreffende het handelsregister werden ingeschreven, dient de inschrijving de rubrieken te vermelden die met de vereiste werkzaamheid of werkzaamheden overeenstemmen.

» In geen geval mag een werkzaamheid in aanmerking genomen worden die verricht werd door een persoon van minder dan achttien jaar oud.

» Het bewijs van deze werkzaamheid moet geleverd worden door middel van de stukken bedoeld bij artikelen 34, § 2; 35, § 2, of 36, § 2 van het koninklijk besluit van 25 februari 1971, voor zover deze stukken de aard van de bewuste werkzaamheid en, in de gevallen bedoeld onder littéra b) hierboven, de vereiste functies of categorieën nauwkeurig aanduiden.

» Wordt die nauwkeurige aanduiding niet gegeven, dan kan het aanvullend bewijs van de overeenstemming van de werkzaamheid en, in voorkomend geval, van de vereiste functie of categorie geleverd worden door enig ander rechtsmiddel, met inbegrip van getuigenverklaringen voor zover die uitgaan ofwel van een openbaar organisme of organisme van openbaar nut dat het bevestigde feit op een vóór de aanvraag gelegen tijdstip en bij de uitvoering van zijn eigen taak heeft vastgesteld ofwel, in voorkomend geval, van een werkgever van de aanvrager. »

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 6. Onverminderd de vrijstelling waarin artikel 19, § 3 van de wet van 15 december 1970 voorziet, vallen niet onder toepassing van de gestelde eisen inzake kennis, de natuurlijke personen die van 19 juni 1961 tot 19 juni 1964, regelmatig en onder leiding en toezicht van een derde hebben deelgenomen aan een van de werkzaamheden beschreven in artikel 2, § 1 van dit besluit en die zulks bewijzen door middel van een attest dat hun werd uitgereikt door het gemeentebestuur ingevolge een aanvraag die werd ingediend vóór de datum van de inwerkingtreding van deze bepaling. »

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag van zijn bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. Onze Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 april 1972.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw en Middenstand,

De Staatssecretaris

toegevoegd aan de Minister van Landbouw en Middenstand,

24 APRIL 1972. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 mei 1966 tot bepaling van de voorwaarden tot uitoefening van het beroep van aannemer-marmerbewerker in de ambachts-, de kleine en middelgrote handels- en de kleine nijverheidsondernemingen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 december 1970 op de uitoefening van beroepswerkzaamheden in de kleine en middelgrote handels- en ambachtsondernemingen, inzonderheid op artikel 19, § 2 (1);

Gelet op het koninklijk besluit van 25 februari 1971 tot vaststelling van de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 15 december 1970 (2);

(1) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(2) *Moniteur belge* du 20 mars 1971.

(1) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 20 maart 1971.